



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement, de l'aménagement et
du logement des Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle carrières-matériaux
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint-
Barthélemy
CS 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 7 septembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERRES CUITES DES RAIRIES

Route de Fougeré
49430 Les Rairies

Références : 2023-169_INSP_RAP_JLC_TERRES CUITES DES RAIRIES -Hte-Tremblaie.publiable.odt

Code AIOT : 0006300252

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/08/2023 dans l'établissement TERRES CUITES DES RAIRIES implanté Haute Tremblaie 49430 Durtal. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRES CUITES DES RAIRIES
- Haute Tremblaie 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006300252
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière a fait l'objet d'un renouvellement et d'une extension de son périmètre autorisé en octobre 2009 pour une durée de 15 ans, une production annuelle moyenne de 4 000 t et maximale de 7 500 t sur une surface de 2,2 ha.

La carrière est située dans le périmètre de la nappe du Cénomani.

Les argiles servent à la confection de matériaux en terres cuites.

L'extraction et le transport des matériaux vers la briqueterie ont lieu par campagne annuelle et sont réalisés par une entreprise extérieure.

La remise en état du site consiste à restituer un secteur naturel à vocation écologique en fin d'exploitation. Les fronts résiduels formant une dépression entre 6 et 7 mètres seront talutés et aménagés selon un angle inférieur à 45° et seront ensemencés avec des essences végétales compatibles avec les milieux de la Z.N.I.E.F.F. de type I « Etang de la table au Roy » suivant les recommandations de l'étude biologique prévue dans l'autorisation.

Il faut noter que l'entreprise est sortie d'un redressement judiciaire en décembre 2015 où elle comptait environ 60 employés. Elle en compte aujourd'hui environ 120.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'établissement;
- Biodiversité;
- Bruits ;
- Remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.1.7 §2	/	Sans objet
2	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.2.3	/	Sans objet
3	Bruits	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 3.5.4	/	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.4.7	/	Sans objet
5	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 1.6.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de non conformité lors de cette visite d'inspection.

C'est une petite carrière dont l'exploitation est terminée et la remise en état est en cours de réalisation.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'en application de la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique du 7 décembre 2020 (dite loi ASAP) il doit faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de sa cessation ont été menées conformément au code de l'environnement.

Ces obligations sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1^{er} juin 2022, pour les ICPE soumises à autorisation et à enregistrement ainsi que celles soumises à déclaration dont les rubriques sont mentionnées à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées a remis par courriel à l'exploitant la plaquette de décembre 2022 réalisée par la DGPR, bureau des sols et du sous-sol, concernant la cessation d'activité pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.1.7 §2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection de la nappe
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Lorsque les travaux préliminaires mentionnés aux articles précédents ont été réalisés, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article R512-44 du Code de l'Environnement. Celle-ci est accompagnée : <ul style="list-style-type: none"> • d'un document justifiant que la géologie du sous sol, la nature et l'épaisseur des matériaux (au moins 5 m d'argiles) sous l'excavation projetées assure un écran de protection de la nappe du Cénomanien.

<p>Constats : Lors de la visite du 22 août 2023, l'exploitant a indiqué qu'une étude de sol avait été effectuée en 2011 sur les sites de "Bellegarde" et de "la Haute Tremblaie" (deux carrières voisines séparées par un chemin forestier). 3 points de mesures concernent la carrière de "La Haute Tremblaie".</p> <p>L'exploitant a transmis le document par courriel du 22 août 2023 à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le document indique que 3 sondages ont été réalisés jusqu'à la cote 33,30 mNGF et que la nappe n'a pas été atteinte.</p> <p>Le plan de l'exploitation mis à jour en décembre 2020, après l'arrêt de l'extraction laisse apparaître que le fond de fouille varie en profondeur de 6,44 au Sud-Ouest (39,44 mNGF) à 8,69 m au Nord-Ouest (40,86 mNGF).</p> <p>La profondeur d'extraction inférieure à 10 m est conforme et il existe au moins 5 mètres de matériaux au-dessus de la cote 33,30 mNGF, profondeur à laquelle la nappe n'a pas été atteinte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.2.3
Thème(s) : Autre, Conservation de la faune et de la flore
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Un programme d'étude et de suivi quinquennal du milieu biologique (biodiversité) est mis en place avec un organisme compétent. L'étude du milieu biologique de la carrière vérifiera que l'activité continue à être compatible avec la pérennité des caractéristiques de la ZNIEFF de type 1 « étang de la table au Roy ». Cette étude formulera des recommandations que l'exploitant prendra en compte. Un rapport d'étude et de suivi initial sera transmis dans l'année suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Un exemplaire de chaque rapport d'étude et de suivi accompagné d'un descriptif des modalités de prise en compte par l'exploitant sera transmis à l'inspection des installations classées avec les documents prévus à l'article 2.4.8 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection de 2016 l'exploitant avait expliqué qu'il n'avait pas pu mettre en place ce programme du fait des difficultés financières qu'il rencontrait à l'époque.</p> <p>Par courriel du 23 août 2023, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le rapport de suivi naturaliste (2020-745) qui dresse ce bilan:</p> <p>La carrière de "La Haute Tremblaie" n'a été exploitée que sur environ 1/3 de sa surface.</p> <p>De par la mise à nus d'une partie des terrains et de leur végétalisation progressive, l'exploitation de la carrière contribue à la diversification des milieux présents et offre en ce sens une mosaïque d'habitats plus diversifiée favorable à l'implantation et au développement des espèces végétales et animales.</p> <p>Ce constat se traduit notamment dans les résultats d'inventaires par une mixité d'espèces faunistiques de milieux fermés mais également semi-ouverts et ouverts.</p> <p>Parmi celles-ci, plusieurs bénéficient d'un statut de protection (oiseaux, amphibiens, reptiles). Il est noté notamment la fréquentation de l'emprise de la carrière par le Lézard des murailles, la Linotte mélodieuse et le Chardonneret élégant ainsi que par des chiroptères à la nuit tombée (Pipistrelle pygmée, Murins d'Alcathoe et à oreilles échancrées).</p> <p>Au regard de la faible activité actuelle du site, l'exploitation de la carrière de la Haute Tremblaie ne peut avoir un impact significatif sur ces espèces. Au contraire, elle contribue au maintien des habitats utilisés par la faune. En ce sens, l'application de mesures de préservation n'apparaît actuellement pas nécessaire. De même, il ne peut être considéré que l'exploitation du site ait un impact sur la richesse biologique de la ZNIEFF de type 1 « étangs de la table au Roy ».</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bruits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 3.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>L'exploitant fait réaliser au cours de l'année suivant la notification du présent arrêté et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement pendant une phase représentative d'activité.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées, selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la</p>

<p>protection de l'environnement.</p> <p>Les émergences sont contrôlées au niveau des habitations les plus proches situées à proximité des emplacements les plus représentatifs des bruits émis par la carrière.</p> <p>L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.</p> <p>Constats : Lors de la visite du 22 août 2023, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu d'activité d'extraction sur le site depuis 2020. Il a fait une campagne de mesure sur la carrière de "Bellegarde" en 2023 qui est séparée par un chemin forestier de la carrière de "La Haute Tremblaie". La carrière de "Bellegarde" est plus proche d'habitation que celle de "La Haute Tremblaie" et l'exploitation y est similaire.</p> <p>Par courriel du 23 août 2023 l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport des mesures des émissions sonores réalisées le 29 juin 2023 qui conclut:</p> <p>"Au regard des résultats du contrôle de la situation acoustique réalisé le 29 juin 2023 au droit et à proximité du site de "Bellegarde" il ressort que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le niveau de bruit mesuré en limite de site en période diurne respecte le seuil réglementaire. ▪ L'émergence mesurée en période diurne au niveau de l'habitation "Route de la Table du Roi" respecte le seuil défini dans l'arrêté préfectoral d'autorisation." <p>L'inspection des installations classées note que l'activité lors des mesures consistait à l'enlèvement des stériles de la carrière de "Belle Garde" et leur transfert et régalaie sur la carrière de "La Haute Tremblaie" en vue de sa remise en état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.4.7
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Un plan d'échelle minimale de 1/1250e de l'exploitation, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement), • les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation, • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux des terrains naturel avant exploitation et d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille • la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones en cours d'exploitation, • les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué, • les zones exploitées en cours de réaménagement, • les futures zones à exploiter, • la localisation des installations (bassins,...), • la localisation de l'accès et des pistes. <p>Constats : Lors de la visite du 22 août 2023, l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu d'activité d'extraction sur le site depuis 2020. Le dernier plan date de 2020. La remise en état de la carrière a commencé en juillet 2023. Il a missionné un relevé topographique auprès de son prestataire en fin d'année 2023 lorsque la remise en état sera effective.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 1.6.3
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée:</p> <p>Sans préjudice des mesures de l'article R 512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à</p>

R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : Secteurs à vocation écologique (zones temporairement humides). Au moins 6 mois avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage) accompagné de photos,
- le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions de réaménagement et de mise en sécurité du site engagées,
- un mémoire sur l'état du site et sur les mesures prises ou prévues pour assurer dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, et la remise en état des terrains. Ce mémoire s'appuiera sur les recommandations formulées par un organisme compétent en écologie, de façon à favoriser le développement de la biodiversité dans le cadre de l'article 2.2.3 du présent arrêté.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la suppression des structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement,
- le réaménagement de l'ensemble des terrains exploités,

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et q

Constats : L'exploitation des argiles est terminée depuis 2020 selon l'exploitant.

Lors de la visite du 22 août 2023, l'inspection des installations classées constate sur le site que la remise en état a débutée. Le front Ouest a été remblayé avec les stériles de la carrière voisine et présente une pente douce.

Au delà du front remodelé, une partie n'a pas été exploitée et est encore boisée.

Au Nord subsiste également une petite partie non-exploitée. Un merlon de stériles y est présent.

L'excavation est clôturée sur son périmètre et un portail est présent à l'entrée.

Il n'y a pas de vestige de l'exploitation sur le site.

Observations : L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'en application de la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique du 7 décembre 2020 (dite loi ASAP) il doit faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de sa cessation ont été menées conformément au code de l'environnement.

Ces obligations sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1^{er} juin 2022, pour les ICPE soumises à autorisation et à enregistrement ainsi que celles soumises à déclaration dont les rubriques sont mentionnées à l'article R. 512-66-3 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées a remis par courriel du 22 août 2023 à l'exploitant la plaquette de décembre 2022 réalisée par la DGPR, bureau des sols et du sous-sol, concernant la cessation d'activité pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet